

Public-Privé

Depuis quelque temps, les partenariats Public-Privé (PPP) permettent aux entreprises privées de passer pour de généreuses bienfaitrices de la Nation et à l'État de donner l'impression d'être économe, soucieux de préserver l'argent du contribuable.

Or, l'on sait depuis longtemps qu'il s'agit de privatiser les bénéfices, comme lors de la vente des autoroutes à partir de 2005, et de collectiviser les risques et/ou les pertes dus à une mauvaise gestion de l'entreprise concessionnaire qui bénéficie à plein des subventions et des garanties de l'État au seul profit de ses actionnaires.

D'autre part, quels sont les projets lancés grâce aux PPP ? Ce que l'on appelle les Grands Projets Inutiles, que ce soit un nouvel aéroport à côté de Nantes, un premier EPR à Flamanville avec sa THT ou l'ITER à Cadarache. Des projets d'une autre époque où la déesse « Croissance » et le dieu « Toujours plus » régnaient en maîtres sans que les conséquences sociales, économiques ou environnementales ne soient prises en compte en dehors de la sacro-sainte « lutte pour l'emploi ».

Or, la gêne des populations concernées par ces projets, leur coût exorbitant et indécent au moment où l'État et le MEDEF réclament partout des efforts financiers, sans compter les conditions de travail inacceptables des salariés sur les différents chantiers sont autant d'éléments que le SNES avec la FSU doit dénoncer.

En effet, avec cet argent, nous pourrions financer correctement les services publics existant encore mais aussi rétablir ceux qui ont petit à petit disparu (eau, transports, énergie, communications) ou en imposer d'autres, comme un Internet public et gratuit par exemple, pour que les citoyens et les salariés puissent en bénéficier de manière équitable partout sur le territoire.

Michel Décha, EE, Nantes